

Les télé associatives ont la cote

Le tiers secteur audiovisuel réclame une réelle prise en compte de ses spécificités.

Le mouvement des télévisions participatives de proximité ne cesse de se développer mais souffre de plus en plus d'une mise à l'écart par les institutions officielles de l'audiovisuel. Pourtant, les télévisions associatives ont une longue expérience de leur activité dans les quartiers et les régions, ce qui démonte l'image de télé amateur qu'on veut leur attribuer. Une première vague de création s'est opérée dans les années soixante-dix, puis dans la deuxième partie des années quatre-vingt et vers la fin des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, en France, il existe environ une centaine de télévisions participatives. Regroupées, pour la majorité d'entre elles, autour de la Fédération nationale des vidéos de pays et de quartiers, elles se sont fixé pour mission " l'appropriation d'une partie de l'animation locale pour recréer du lien social ". C'est seulement en 2000 que la spécificité du tiers secteur audiovisuel a été légalement reconnue. Chacune de ces télévisions possède un mode de fonctionnement et de diffusion particulier, lié à ses moyens et à son environnement. Mais la dimension de citoyenneté et d'animation leur est commune. O2Zone TV est une télévision participative située dans la zone est de Marseille. C'est grâce à la mise en place d'un centre social, il y a une trentaine d'années, qu'Antoine Duffour, son directeur, a pu lancer un projet de création télévisuelle invitant acteurs sociaux et habitants du quartier à s'exprimer : " O2Zone TV a donné l'occasion aux gens de montrer une autre image de leur cité que celle véhiculée par les grands médias. Les habitants s'approprient les caméras et les plateaux télé, choisissent ensemble un thème de débat et lancent une émission. " La diffusion ne s'arrête pas à un seul quartier mais s'étend sur l'ensemble du bassin est de Marseille. Le processus même de production permet d'instaurer une communication entre des personnes qui ne seraient pas amenées à se parler.

D'autres télévisions ont choisi de se concentrer sur la proximité, comme Canal Nord. Considérée comme une des plus anciennes, elle est née en 1985 à Amiens, dans le quartier défavorisé d'Étouvie. Laurent Suter fait partie de Canal Nord. Cheveux en bataille et barbe rousse, il se définit comme un simple technicien, et explique " son envie de rester dans la proximité et de ne pas s'agrandir. Nous travaillons avec Carmen, une association qui réalise des films et du porte-à-porte, qui permet de faire appel à la participation des habitants. Notre télé touche plus de 7 000 logements sur deux quartiers périurbains d'Amiens ". Canal Nord constitue un pont entre les décideurs locaux et les habitants. " Les gens qui le souhaitent enregistrent des questions à poser à leurs élus, et un dialogue s'installe. Mais il y a aussi des émissions où on propose des recettes de cuisine ou des groupes de musique. Par contre, on ne passera jamais des événements sensationnels, qui n'ont aucun intérêt ", s'exclame-t-il.

Les moyens de diffusion sont très divers. Mais seul quatre sont reconnus comme tels : câble, télévision hertzienne, télévision numérique terrestre et

satellite. Pourtant, il en existe quatre autres très utilisés : la diffusion publique ou " télé brouette ", la distribution de cassettes, la diffusion par antennes collectives et par Internet. Aldoudarrak Bidéo, au Pays basque, a longtemps fonctionné avec les cassettes. Ximon Carrere : " Pour nous, c'était un outil très pratique, qui permettait de garder un contact très proche avec les habitants. Au début, nous étions quelques techniciens vidéo à vouloir produire ce que la télévision officielle ne pouvait pas faire. Et nous avons proposé à des initiés de participer au processus de production d'un documentaire ou d'un reportage. Avec l'arrivée des caméras numériques, l'outil audiovisuel est plus accessible. Il faut juste apporter les bases, cadrage, zoom, mouvement. "

La télévision de quartier de ce point de vue propose un traitement des contenus plus adéquat à l'actualité locale avec des périodicités très variables. Que ce soit par mois, par trimestre ou par an, ces petites télé faites main prennent le temps de la rencontre. Une animatrice de Vidéon, à Évry, raconte son expérience : " Quand on prépare de petites émissions avec les ados, ils sont très excités de passer à la télévision. Les filles se font belles et bossent leur sujet plusieurs semaines à l'avance. Ce n'est pas toujours facile parce que certains veulent faire vite. Cela permet de leur apprendre la patience. Quand le produit est fini, ils sont super fiers d'eux. Et ça, c'est énorme ", s'exclame-t-elle. Et Jean-Michel Cornu, président de Vidéon, d'ajouter : " Des fois ce qui est plus important, c'est le temps qu'on passe ensemble et pas forcément le contenu de l'émission. " Plus attachées à l'effet social que peut produire l'outil télévisuel qu'à l'audience, les télévisions associatives sont aux antipodes des logiques télévisuelles nationales. Et pourtant le local est de plus en plus convoité par les chaînes nationales, qui développent des antennes locales. Poussées par les annonceurs et les groupes de communication à se décentraliser, les chaînes voient, dans la télévision de proximité, un nouveau marché rentable et efficace. Un spécimen est déjà en marche : TV Breizh, en Bretagne, filiale de TF1, est accessible gratuitement et financée à 95 % par la publicité, ainsi que par les redevances versées par les opérateurs de bouquets. Le contenu de la télévision que l'on regarde devrait pouvoir se choisir et non se consommer. La philosophie de la participation citoyenne ne se consomme pas, elle s'invente et se vit en direct.

Ixchel Delaporte

*Page imprimée sur <http://www.humanite.fr>
© Journal l'Humanité*

Imprimer

;